

## Chapitre 8 – Comment lutter contre le chômage ?

Fiche de travail autonome - 3-

### Comprendre les politiques de lutte contre le chômage

#### Objectifs :

- Être capable d'expliquer les politiques macroéconomiques de soutien à la demande globale
- Être capable d'expliquer les politiques d'allègement du coût du travail
- Être capable d'expliquer les politiques de formation
- Être capable d'expliquer les politiques de flexibilisation pour lutter contre les rigidités du marché du travail.

#### ★ Etape 1 : Comprendre ce qu'est une politique conjoncturelle et une politique structurelle

##### Activité 1 – Les politiques conjoncturelles pour soutenir la demande globale

Cherchez une définition de politique conjoncturelle (ou politique keynésienne)

 <https://www.lumni.fr/video/comment-keynes-nous-a-sauves-60-ans-apres-sa-mort>



- 1- Quels sont les deux acteurs qui peuvent intervenir en cas de crise d'après Keynes ?
- 2- Recopiez le tableau, puis à l'aide de la vidéo le compléter.

Type de politique conjoncturelle		
Acteurs		
Instruments		
Objectifs		

#### Définition :

La politique conjoncturelle se compose des politiques ..... et ..... Elle a pour objectif de réduire les effets des chocs de demande : lors de chocs négatifs, elle va mener des politiques de .....

La politique monétaire est menée par la ..... Elle influence la création monétaire des banques à l'aide de son ..... Si elle l'augmente, les banques accordent moins de crédits ce qui réduit l'activité économie et réduit l'..... Si elle le baisse, les banques accordent davantage de crédits ce qui augmente le ..... mais génère de l'inflation. En période de crise économique de la demande, les keynésiens considèrent qu'il faut alors ..... le taux directeur pour que les crédits soient plus abondants et accroissent la consommation et l'investissement.

Pour les ..... , la relance budgétaire a un effet..... sur l'économie, permettant d'augmenter le ..... Pour les économistes libéraux, il vaut mieux faire de l'..... sinon la ..... va augmenter à cause des dépenses publiques croissantes.

##### Activité 2 – Les politiques structurelles et libérales pour lutter contre les rigidités du marché du travail.

 <http://dessinemoileco.com/dou-vient-cho%CC%82mage-y-t-il-remede/>

- 3- Rappelez les causes du chômage structurel.
- 4- Quels sont les principaux facteurs de ce chômage d'après la vidéo ?
- 5- A l'aide de la vidéo et de la synthèse du manuel pp 102-103, complétez le tableau suivant :

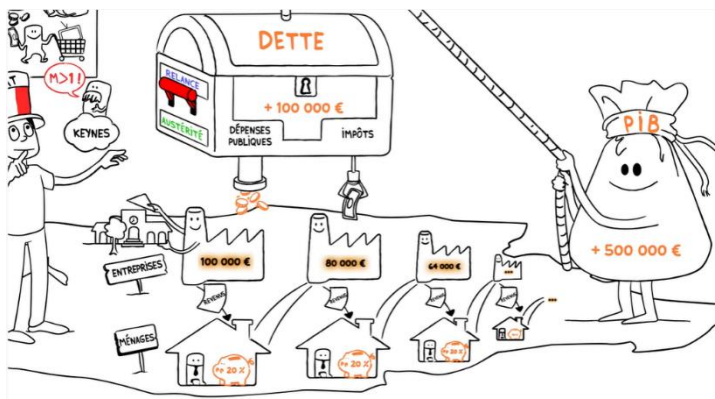
	Principe	Exemples de mesures
Politique structurelle		
Politique libérale		

## ☆☆ Etape 2 — Comprendre les mécanismes d'une politique de relance.

### Activité 3 – Décrire et expliquer les politiques de relance budgétaire

Doc 1 p 96

Des politiques keynésienne de relance budgétaire pour soutenir la demande globale

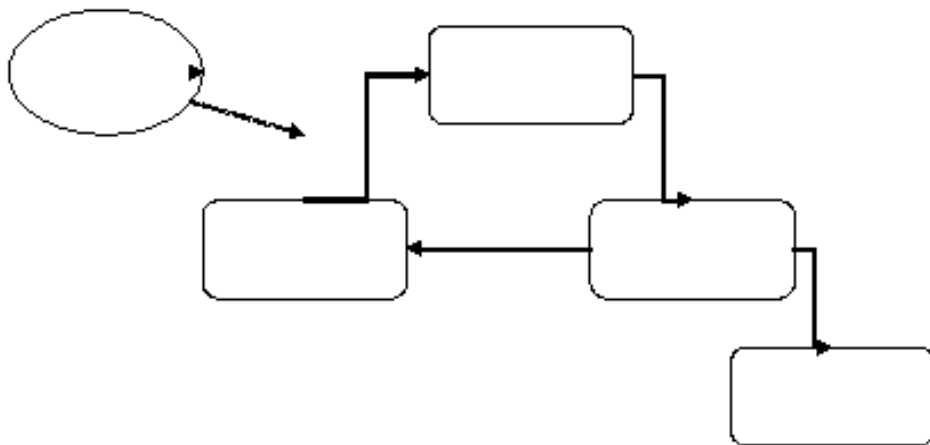


[Dessine-moi l'éco : Austérité ou relance... par Dessinemoileco](#)

1. Comment l'Etat peut-il augmenter le niveau de l'activité économique ?
2. Quel effet à cette mesure ?
3. Comment s'appelle ce mécanisme ,
4. En quoi cet effet peut-il être bénéfique

### Politique de relance budgétaire – Bilan

Avec les cinq mots suivants, remplissez à partir du texte le schéma ci-dessous résumant l'effet multiplicateur : « dépenses publiques », « consommation et investissement », « épargne », « revenus », « production ».



### Activité 4 – Décrire et expliquer les politiques de relance monétaire

#### A savoir - Les objectifs de la politique monétaire

La politique monétaire est, avec la politique budgétaire, une **politique conjoncturelle**, c'est-à-dire une politique qui vise à **influencer à court terme sur le niveau de l'activité économique** (croissance, inflation et chômage principalement).

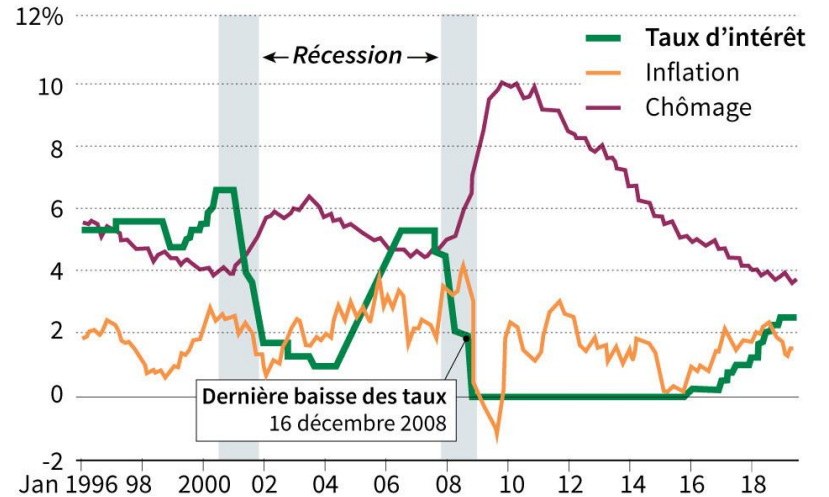
Si la banque centrale américaine, la Fed, a comme mission à la fois d'empêcher une trop forte inflation et de faciliter la croissance et l'emploi, les statuts de la **BCE** lui fixent un **objectif prioritaire** : la **lutte contre l'inflation** prime sur les objectifs de croissance et d'emploi. La BCE doit ainsi d'abord veiller à maintenir le taux annuel d'inflation à un niveau inférieur à, mais proche de 2% à moyen terme. C'est seulement si cet objectif est atteint qu'elle peut tenter de satisfaire ses autres objectifs.

- 1- Rappelez ce qu'est une politique monétaire.
- 2- Quel sont les objectifs de la Fed ? de la BCE ?

1. Qui crée la monnaie et comment ?
2. Quand de la monnaie est créée, quels en sont les effets sur l'économie ?
3. Quand la création monétaire diminue, quels en sont les effets sur l'économie ?
4. Quel rôle joue la Banque centrale dans la création monétaire ?
5. Que se passe-t-il quand la Banque centrale baisse son taux d'intérêt directeur ?
6. Que se passe-t-il quand la Banque centrale augmente son taux d'intérêt directeur ?

## Taux d'intérêt américains

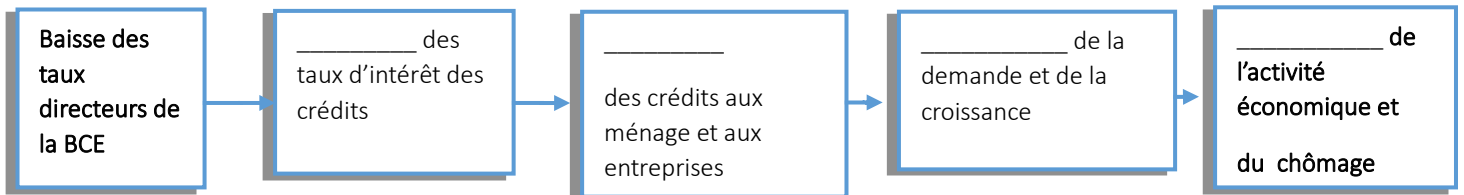
La Banque centrale (Fed) devrait abaisser ses taux le 31 juillet, une première depuis 2008



## Graphique

1. Durant la période 2008-2010, comment évoluent les taux de chômage et d'inflation aux Etats-Unis ?
2. Expliquez alors la réaction de la Banque centrale américaine

## Politique de relance monétaire– Bilan



1. Justifier - Complétez le schéma ci-dessus.
2. Synthétiser - Comment une banque centrale peut-elle mener une politique de relance monétaire de soutien à la demande globale ?

## Activité 5 – Les politiques de relance dans les faits

### Document Les plans de relance face à la crise du coronavirus

Comment l'économie parviendra-t-elle à se relever après un tel choc ? Depuis le début de l'épidémie de coronavirus, les dirigeants de la planète convoquent les superlatifs pour désigner ce qui ressemble, selon l'ONU, à la "pire crise" depuis la Seconde Guerre mondiale. Un "désastre rare" à la "magnitude sans rapport avec ce dont on a eu l'expérience de notre vivant", selon le Fonds monétaire international (FMI), qui prédit la plus grave récession depuis la Grande Dépression des années 1930.

Début janvier, juste avant la pandémie, Bercy prévoyait pour l'année 2020 une croissance de 1,3%. Un chiffre plutôt décevant – la croissance annuelle du PIB a oscillé entre 0,6% et 2,7% ces dix dernières années – mais sans commune mesure avec la catastrophe à anticiper : une récession brutale et vertigineuse de 8%, selon les prévisions les plus récentes du gouvernement.

Principal outil pour préserver les emplois : le chômage partiel, c'est-à-dire la prise en charge par l'Etat des salaires dans les entreprises qui ont dû réduire ou suspendre leur activité. Mais Bercy a aussi annoncé un fonds de solidarité de 7 milliards d'euros pour les petites entreprises et les indépendants, ainsi que des reports de charges et d'impôts pour soulager les entreprises à court de recettes. Et pour leur permettre de s'approvisionner en cash, les prêts qu'elle souscrivent auprès des banques peuvent bénéficier d'une garantie de l'Etat à hauteur globale de 300 milliards d'euros.

En France, plus de 10 millions de salariés (soit près d'un sur deux) bénéficient du chômage partiel. Un chiffre énorme, qui interroge sur d'éventuelles fraudes de la part d'employeurs peu scrupuleux qui utiliseraient ce dispositif tout en ayant recours au télétravail.

Imparfaites, les mesures visant à maintenir l'économie française à flot n'en demeurent pas moins *"indispensables"*, soulignent les économistes interrogés par franceinfo. *"Le chômage partiel permet, dès la reprise, de retrouver un taux d'activité très fort, comme on l'a vu en Allemagne après la crise de 2009"*, explique ainsi Philippe Waechter, directeur de la recherche économique chez Ostrum Asset Management.

Les sommes en jeu donnent déjà le vertige. Le gouvernement chiffre à 110 milliards d'euros l'ensemble des mesures annoncées pour compenser les pertes durant ces deux mois de confinement. Un engagement colossal qui représente près d'un tiers des dépenses de l'Etat pendant un an.

Alors qui va payer la facture ? Pour financer ces mesures, l'Etat va devoir emprunter sur les marchés financiers, ce qui va aggraver le déficit public. Si les choses en restent là (ce qui est loin d'être acquis), ce déficit s'élèvera en 2020 à 9,1% du produit intérieur brut (PIB), alors que la prévision d'avant-crise s'établissait à 2,2%. Et la dette de la France va également exploser. *"Les dettes que l'on est en train d'accumuler en ce moment sont absolument considérables. On s'est battus au cours des 18 derniers mois pour ne pas franchir la barre symbolique d'une dette qui représente 100% de la richesse nationale. Mais là, on est passés en un mois de 100% à 115% !"* illustre l'économiste Elie Cohen au micro de franceinfo.

Comme la plupart de ses voisins européens, la France a la chance de pouvoir emprunter à des taux historiquement bas, voire négatifs, et sur de longues périodes. Une situation rendue possible par l'action vigoureuse de la Banque centrale européenne (BCE), qui rachète massivement des titres de dette souveraine (des obligations d'Etat à long terme) sur les marchés. Cette politique de *quantitative easing* (littéralement "assouplissement quantitatif"), impulsée par l'ex-gouverneur de la BCE Mario Draghi, devrait s'intensifier encore pour faire face à la crise. Mi-mars, la BCE, dirigée depuis six mois par Christine Lagarde, a ainsi sorti la grosse artillerie en dévoilant un plan de rachat d'actifs de 750 milliards d'euros jusqu'à la fin de l'année. De quoi donner un peu d'air aux pays dont les taux montaient en flèche sous l'effet de la crise du coronavirus, à commencer par l'Italie.

### **Une reprise, mais à quel rythme ?**

L'efficacité des nouvelles mesures prises par la BCE est directement liée à leur rareté et à un certain effet de surprise auprès des acteurs économiques. *"Ça fonctionne parce que c'est du 'one shot'"*, résume Mathieu Plane. Mais dans l'hypothèse où la crise sanitaire jouerait les prolongations, avec de nouvelles périodes de confinement, il serait illusoire d'imaginer que la politique monétaire de la BCE puisse soutenir à bout de bras des économies à l'arrêt sur des durées prolongées.

Or, la question de la rapidité à laquelle l'économie repartira donne déjà des sueurs froides aux gouvernements. Après plus d'un mois de confinement, une reprise en forme de "V" – c'est-à-dire aussi brutale et vigoureuse que ne l'a été la récession – n'est plus l'hypothèse privilégiée par une majorité d'économistes. Certains prédisent une reprise plus lente, en "U". Car un déconfinement progressif se profile et le respect de mesures de distanciation sociale resteront en effet fortement conseillées. Les plus pessimistes voient une économie en "L", incapable de rebondir, quand d'autres imaginent une courbe ressemblant à la virgule du logo de la marque Nike, avec une reprise qui s'étalerait sur plusieurs années.

### **La "monnaie hélicoptère" pour le "monde d'après" ?**

Certains économistes proposent de faire tomber de nouvelles barrières encore : la possibilité pour les Etats d'émettre des titres de dette perpétuelle, dont le capital n'aurait jamais à être remboursé. Ou encore des annulations pures et simples de dettes détenues par la Banque centrale, comme le suggèrent Laurence Scialom et Baptiste Bridonneau dans une note pour Terra Nova. *"Dans la situation actuelle, la dette n'est pas le bon mode de financement"*, estime pour sa part Jézabel Couppey-Soubeyran, maître de conférences à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Dans un article publié par l'Institut Veblen, Jézabel Couppey-Soubeyran, spécialiste de l'économie monétaire plaide pour une distribution de *"monnaie hélicoptère"*. Le principe : plutôt que de financer l'économie de manière indirecte en rachetant des actifs sur les marchés financiers, la Banque centrale européenne pourrait distribuer de l'argent directement aux acteurs économiques, sans remboursement attendu ni contrepartie. Aux Etats pour financer les mesures d'urgence, aux entreprises pour soutenir l'offre et aux particuliers pour soutenir la demande.

*"La monnaie hélicoptère permet de s'affranchir des canaux de transmission habituels que sont les banques et les marchés financiers"*, rendant la politique monétaire à la fois *"plus efficace"* et *"moins inégalitaire"*, estime Jézabel Couppey-Soubeyran. Si elles sont loin de susciter une approbation générale, ces propositions sont de plus en plus commentées parmi les économistes. *"Il y a deux ou trois ans, elles étaient encore marginales. Aujourd'hui, elles sont davantage au centre des débats"*, observe Alexandre Delaigue. Les idées pour inventer le "monde d'après" ne manquent pas.

« Coronavirus : des mesures d'urgence aux plans de relance, comment affronter la "pire crise économique depuis 1929" ? », *Franceinfo.fr* ; Ilan Caro, 25/04/2020

1. **Présentez et chiffrez les mesures de relance budgétaire et monétaire présentées dans le document.**
2. **Quels effets positifs sont attendus de ces mesures ?**
3. **Quels en sont les effets négatifs présentés dans le document ?**
4. **Ces mesures sont-elles suffisantes face au choc économique ?**
5. **Quels nouveaux types de mesures sont proposés par les économistes ?**

☑ Synthèse Etape 2 – schéma bilan p 93 – Recopiez et complétez le tableau

	Politique de relance budgétaire	Politique de relance monétaire
Mesures		
Effets attendu(s)		
Exemples		
Limites		

☆☆ Etape 3 – Comment lutter contre les rigidités du marché du travail ?

Activité 6 – Réduire le coût du travail pour relancer l'emploi

Complétez

Coût du travail



Salaire brut

📖 Doc 2 p 95 : Q°1 et 2

📺 <https://www.lumni.fr/video/faut-il-baisser-les-charges-sociales>

1. A quoi servent les cotisations sociales ?
2. Quels sont les arguments en faveur de la baisse des cotisations sociales ?
3. Quels problèmes pose la baisse des cotisations sociales ?
4. Quelle est alors l'origine du chômage selon Keynes ?
5. Pourquoi réduire le coût du travail en baissant les cotisations sociales est une solution à nuancer pour lutter contre le chômage ?

Bilan p 95

Activité 7 – Plus de flexibilité sur le marché du travail pour réduire le chômage

Vidéo « Déchiffrage » (3) 7'-8'50

📺 [https://www.youtube.com/watch?v=Da4\\_6Pt7xeY](https://www.youtube.com/watch?v=Da4_6Pt7xeY)


1. Relevez dans l'extrait les différentes formes de flexibilité du travail présentées.

Doc 2 p 98 : Les différentes formes de flexibilité

Flexibilité salariale	Flexibilité du marché du travail				Flexisécurité (modèle danois)
	Flexibilité quantitative		Flexibilité qualitative ou fonctionnelle		
	externe	interne	externe	Interne	
Pouvoir baisser les salaires	Pouvoir adapter les effectifs aux besoins	Pouvoir adapter le nombre d'heures de travail aux besoins	Pouvoir externaliser certaines activités	Pouvoir adapter le contenu des postes de travail et réaffecter la main-d'œuvre vers d'autres postes	<ul style="list-style-type: none"><li>● Flexibilité du marché du travail</li><li>● Sécurité pour les travailleurs (indemnisation chômage contractuelle)</li><li>● Politique active de l'emploi</li></ul>

Source : Bordas, 2020.

1. Notez les définitions des différentes formes de flexibilité.Q°  
Q° 1, 2, 3 et 4 p 98 du manuel

 **Doc 3 p 99 : Q° 2** + expliquez cette évolution.

☒ **Bilan : Recopiez et complétez le tableau**

	Effets positifs	Effets négatifs
Réduire le coût du travail		
Augmenter la flexibilité du marché du travail		

**Pour aller plus loin**

 <https://www.lumni.fr/video/la-france-peut-elle-adopter-la-flexisecurite>

1. Quels sont les 3 principes de la flexisécurité ?
2. Quelles mesures a mis en œuvre la France s'inspirant de ce modèle ?
3. Pourquoi en France ce modèle est-il difficile à reproduire ?

**Activité 8 : Quelles sont les politiques mises en œuvre pour lutter contre le chômage ?**

**Ecriture collaborative pour préparer la synthèse du cours**

**Groupe vert** : Le président Emmanuel Macron a décidé de réunir une assemblée citoyenne sur le modèle du climat pour travailler sur « comment résoudre le problème du chômage en France ? ». A l'aide de vos connaissances et des documents, rédiger un discours de présentation de vos propositions pour résoudre le problème du chômage en France.

**Groupe rouge** : Le président Emmanuel Macron a décidé de réunir une assemblée citoyenne sur le modèle du climat pour travailler sur « comment résoudre le problème du chômage en France ? ». Vous allez être jury lors des discours sur les propositions. Vous allez évaluer et poser des questions. A l'aide de vos connaissances et des documents, Vous devez préparer les arguments qui doivent être présent, des éléments de contradiction à ces arguments et des questions.



## FAIRE LE POINT – Fiche 3 – Les politiques de lutte contre le chômage

☒ Quiz en ligne :

☒ Synthèse –

### ➤ Comment les politiques macroéconomiques de soutien de la demande globale permettent-elles de lutter contre le chômage conjoncturel ?

Les **politiques macroéconomiques de soutien de la demande globale** peuvent permettre de lutter contre le chômage conjoncturel.

Pour lutter contre le chômage keynésien, il faut agir sur le niveau de la demande anticipée grâce à des politiques de relance. Les pouvoirs publics peuvent conduire des **politiques budgétaires de relance ou expansionniste**.

Par exemple, en diminuant les impôts, ils favorisent la consommation des ménages et l'investissement des entreprises. Ils peuvent augmenter les dépenses publiques en augmentant les prestations sociales à destination des ménages ou réaliser des investissements publics. La politique budgétaire de relance s'effectue donc par une hausse des dépenses publiques ou une baisse des prélèvements obligatoires.

Une politique budgétaire expansive (ou expansionniste) se traduit par une hausse de la demande globale (consommation des ménages, consommation collective des administrations publiques, investissement et exportations) : celle-ci doit inciter les entreprises à produire davantage, donc à embaucher. Une telle politique permet ainsi de lutter contre le chômage conjoncturel.

Un soutien de la demande globale passe également par la mise en place d'une **politique monétaire**. La variation des taux d'intérêt influence par la suite la demande globale.

Dans bon nombre de pays développés, lorsque les ménages empruntent, c'est la plupart du temps pour consommer un bien durable et coûteux (achat d'une voiture, par exemple). Pour cette raison, la variation du taux d'intérêt directeur a un effet sur les dépenses de consommation par le canal du taux d'intérêt. Si le taux d'intérêt directeur baisse, le coût du crédit baisse pour les ménages : il s'ensuit une hausse du nombre de ménages qui peuvent emprunter et des capacités d'emprunt de chaque ménage. Dès lors, les dépenses de consommation peuvent s'accroître, ce qui pousse les entreprises à produire davantage et à embaucher.

Les ménages et les entreprises empruntent aussi de la monnaie pour investir. Par exemple, les ménages demandent des crédits pour acquérir un logement (appartement ou maison). La hausse de l'investissement des ménages se traduit par une hausse de l'activité dans les branches de la construction, de l'immobilier, ce qui peut conduire à des créations d'emplois.

Tout comme les ménages, les entreprises sont aussi fortement influencées par le niveau des taux d'intérêt des prêts dans leurs décisions d'investissements (achat de machines, de locaux...). Or, la demande d'investissement des entreprises stimule la création d'emplois dans les branches productrices de biens de production.

### ➤ En quoi les politiques d'allègement du coût du travail permettent-elles de lutter contre le chômage conjoncturel et structurel ?

On reproche souvent à certaines économies d'avoir un **coût du travail** élevé qui entraînerait du chômage.

Si le coût du travail est trop élevé les entreprises sont désincitées à embaucher. **Les politiques d'allègement du coût du travail** permettent alors de lutter contre le chômage.

Voici les principaux arguments sur le salaire minimum et qui permettent d'expliquer pourquoi la baisse du coût du travail permet de lutter contre le chômage :

- Si le coût du travail augmente, cela entraîne une hausse des coûts de production. Ainsi, les entreprises peuvent décider de remplacer le facteur travail par du facteur capital : c'est ce qu'on appelle la substitution du capital au travail, entraînant ainsi une hausse du chômage.
- De même, une hausse du coût du travail peut conduire à des délocalisations dans des pays où le coût de la main-d'œuvre est moins élevé. Les délocalisations entraînent des licenciements créant ainsi du chômage.
- La hausse du coût du travail pousse les entreprises à augmenter les prix en raison d'une hausse des coûts de production, car elles souhaitent conserver leurs marges. Or, cette hausse des prix entraîne une baisse de la compétitivité-prix qui risque de faire diminuer le volume des exportations. Les exportations étant une composante de la demande globale, les entreprises produisent moins et licencient.

La baisse du coût du travail peut, à l'inverse, avoir des effets immédiats sur le niveau de chômage conjoncturel ; elle peut aussi, à long terme, permettre de lutter contre le chômage structurel. En effet, l'allègement du coût du travail doit permettre de restaurer la compétitivité des entreprises et d'inciter les entreprises à embaucher : cet allègement peut notamment être effectué en diminuant les cotisations sociales qui pèsent sur les employeurs lors de l'embauche des salariés

### ➤ En quoi les politiques de formation permettent-elles de lutter contre le chômage structurel ?

Les gouvernements tentent de lutter contre le chômage structurel en favorisant la qualification des salariés. Or, être qualifié suppose de suivre une **formation**. Les pouvoirs publics mettent alors en place des **politiques de formation** pour lutter contre le chômage structurel.

La formation permet de fournir de nouvelles compétences et d'augmenter le capital humain des individus. Grâce à la formation, les individus et les économies sont plus aptes à s'adapter aux chocs (liés, par exemple, au progrès technique ou à la mondialisation et à la concurrence des pays émergents) nécessitant un redéploiement de la main-d'œuvre entre secteurs, professions ou régions.

Ces politiques, appelées « politiques actives du marché du travail » améliorent le processus d'appariement entre les travailleurs en quête d'un emploi et les postes vacants, ce qui permet de lutter contre la composante structurelle du chômage. En effet, les travailleurs dont les emplois sont supprimés trouvent plus rapidement un autre emploi.

Il faut aussi souligner que la formation, parce qu'elle accroît le capital humain des personnes, leur permet d'être mieux rémunérées, car elles seront plus qualifiées. Or, la hausse des salaires soutient la consommation et l'investissement des ménages, donc la demande globale : la composante conjoncturelle du chômage se réduit également.

### ➤ Comment les politiques de flexibilisation permettent-elles de lutter contre les rigidités du marché du travail et le chômage structurel ?

On reproche souvent au marché du travail français deux imperfections : une trop forte rigidité du marché du travail et une inadéquation entre l'offre et la demande de travail. Pour tenter de lutter contre ces deux imperfections, les pouvoirs publics mettent en place des **politiques de flexibilisation**.

On distingue ainsi deux types de flexibilité : la flexibilité interne et la flexibilité externe.

Au sein de la flexibilité interne, on distingue la flexibilité interne quantitative, la flexibilité fonctionnelle et la flexibilité salariale ; au sein de la flexibilité externe, on distingue la flexibilité externe quantitative et l'externalisation.

La flexibilité, quelles que soient ses formes, permet aux entreprises :



- D'ajuster le volume (flexibilité quantitative interne et externe) et la qualité (flexibilité fonctionnelle) de l'emploi, donc d'ajuster la production à la demande en quantité et en qualité.
- D'éviter les surcoûts liés à une main-d'œuvre inutilisée (flexibilité quantitative interne et externe) afin de gagner en compétitivité prix.
- De faciliter l'intégration professionnelle et sociale des individus les moins productifs : les formes particulières d'emploi ou emplois atypiques sont, par exemple, un sas d'entrée sur le marché du travail pour les jeunes (flexibilité quantitative externe).
- De transférer le risque des fluctuations d'activité, donc le coût des embauches, du *turn over* et des licenciements vers une autre entreprise (flexibilité par externalisation).
- De faciliter la reconversion des salariés (flexibilité fonctionnelle) face aux chocs induits par le progrès technique et par la mondialisation : cette forme de flexibilité facilite l'appariement entre l'offre et la demande de travail.
- De faciliter l'embauche des moins productifs (moins qualifiés, jeunes, rémunérés à leur productivité marginale) et dans les activités de services peu productives (flexibilité salariale).
- De gagner en compétitivité hors-prix grâce à la polyvalence des salariés.

Les politiques de flexibilisation sont donc un moyen de lutter contre la composante structurelle du chômage : elles atténuent les rigidités liées aux institutions présentes sur le marché du travail et facilitent l'appariement entre l'offre et la demande de travail.

Toutefois, certaines formes de flexibilité peuvent entraîner de la précarité. On peut ainsi prendre l'exemple des créations d'emplois en CDD qui sont source de précarité du fait que les individus alternent période d'activité et période de chômage avec des revenus incertains pouvant parfois conduire à la pauvreté. Ainsi, le taux de travailleurs pauvres parmi les travailleurs en contrat précaire est de 16,3 % contre 5,8 % pour les travailleurs en contrat à durée indéterminée en 2015 en Europe.

Le recours aux formes particulières d'emploi dans le cadre de la flexibilité externe quantitative génère des inégalités entre les salariés et une segmentation du marché du travail avec, d'une part, des salariés embauchés en CDI (contrat à durée indéterminée), qui bénéficient d'une stabilité de l'emploi et des possibilités d'évolution de carrière, et, d'autre part, des travailleurs plus précaires.

Certaines études soulignent aussi que la flexibilité peut conduire à un ralentissement de la productivité : les salariés en emplois atypiques bénéficient rarement de la formation continue et n'ont pas toujours l'expérience requise pour le poste qu'ils occupent.

Pour tenter de lutter contre ces inconvénients, le Danemark a mis en place la flexisécurité.

<https://econofides.ac-versailles.fr/terminale-ses/text/03.html>